

Rapport au Conseil national – 8 septembre 2016

Isabelle de Almeida

Cher-e-s camarades,

Nous réunissons notre Conseil national à quelques heures de l'ouverture de la Fête de l'Humanité.

C'est notre rendez-vous public de rentrée politique, de rendez-vous avec des milliers de personnes que nous allons côtoyer, rencontrer, pendant 3 jours.

Je dis rendez-vous public car notre université d'été a été aussi un moment important de rentrée politique, avec le discours de Pierre Laurent. Ces trois jours, avec 725 communistes venus de 70 fédérations (11 de plus que l'an dernier) ont été une réussite, tant sur le plan de l'organisation de cette rencontre que sur l'ambiance et la qualité des ateliers et des conférences dont je vous invite à prendre connaissance.

Je ne ferai pas ici le bilan de notre université d'été, beaucoup d'entre vous y ont participé et je sais que Guillaume Roubaud-Quashie, le nouveau directeur de l'université, Aurélien Guillot, coordinateur et Alain Pagano, secrétaire départemental du Maine-et-Loire et toute l'équipe qui a travaillé à leur côté, vont bientôt le faire . Je veux à nouveau les remercier pour leur travail.

La Fête de l'Humanité

Je sais que, Patrick Le Hyaric, le directeur du journal, Fabien Gay, le directeur de la fête et l'équipe qui l'entoure, que beaucoup d'entre nous, que beaucoup de militants communistes venus de nos fédérations, sections sont à pied d'œuvre pour accueillir le public dans de bonnes conditions, des conditions nouvelles (plus

de moyens pour sécuriser la fête) et leur offrir un moment de fraternité et d'humanité dont nous avons tous bien besoin !

Et, depuis des semaines, dans un contexte, un climat pesant suite aux attentats de cet été sur le sol français, beaucoup d'efforts militants ont été faits pour placer la vignette bon de soutien, avec des rendez-vous publics cet été, des rendez-vous facebook, des rencontres devant les gares d'Île-de-France le 23 août... qui ont permis de rattraper le retard pris en juillet en Île-de-France, cependant le résultat global de vignettes placées est en recul par rapport à 2015.

Les rendez-vous qui se multiplient en ce moment et les ventes militantes dans les bus de province d'ici demain permettront, je l'espère d'augmenter ce chiffre.

Aujourd'hui, il s'agit de préciser notre message politique et nos gestes à produire dans ce moment particulier qu'est la fête de l'Humanité.

Et c'est en tant que dirigeant, dirigeante nationale que nous allons nous rendre tout à l'heure à l'inauguration, en tant que nouvelle direction élue à notre congrès au mois de juin et dont nous allons décider aujourd'hui des méthodes de travail et de partage de responsabilités.

Voilà donc les deux points que je vais aborder dans l'introduction à nos débats, comme nous en avons convenu ensemble le 17 juin.

Ce jour-là, nous avons mis dans nos agendas la tenue d'un Conseil national les 24 et 25 septembre afin de préparer la Conférence nationale du 5 novembre. Conférence nationale qui, je cite, aura pour ordre du jour : « l'évaluation du processus engagé (celui décidé au congrès) et l'évolution de la situation politique et sociale du pays, la décision concernant de soutenir ou de présenter une candidature dans le cadre d'un processus collectif. Et si tel n'est pas le cas, les communistes auront à choisir quel-le candidat-e, ils soutiendront ou ils présenteront. Une conférence nationale sera un temps fort de mobilisation pour les élections législatives. »

Il nous faudra préparer le CN des 24 et 25 septembre pour que la conférence nationale soit elle aussi bien préparée : c'est-à-dire les questions à mettre en débat avec les communistes dans nos fédérations, les éléments d'évaluation de la situation, le calendrier et la nature de nos initiatives et campagnes pour la présidentielle et les législatives, les candidatures.

Je me permets de repréciser notre calendrier car la situation politique complexe que nous vivons, que notre pays vit aujourd'hui, suscite des interrogations, voire des impatiences, dans le Parti que nous devons prendre en considération, et mener le débat.

L'exécutif national a tenu, la semaine dernière, une journée de travail pour échanger sur l'évolution et les caractéristiques de la situation ainsi que sur les différents scénarios possibles et envisageables concernant le choix de candidature pour la présidentielle : parvenir à une candidature commune de gauche, ou soutenir une candidature déclarée, ou présenter un-e candidat-e communiste. De cet échange, s'est dégagé majoritairement la volonté de poursuivre notre démarche de rassemblement, j'y reviendrai. Le débat doit donc se poursuivre et les communistes doivent y être associés, beaucoup d'entre nous ont tenu des assemblées générales de rentrée qui doivent nous permettre d'apprécier le débat des communistes. Je pense que vous vous en ferez l'écho.

La fête de l'Humanité est une étape importante pour déployer nos initiatives : la consultation citoyenne, les débats sur les axes de changement pour construire un pacte d'engagements communs, les rencontres multiples et diverses... et il nous faudra mettre en commun nos expériences, les échanges pour en tirer les enseignements, c'est ce que fera le CEN de lundi prochain.

Une fête de l'Humanité qui va se dérouler dans une période singulière et qui nous demande, comme direction nationale, d'apporter des réponses, de prendre des initiatives et de poursuivre, amplifier celles que nous avons décidées.

Ce qui a caractérisé cet été sur la scène internationale

Les logiques de guerre se renforcent avec l'impuissance, l'inefficacité des mesures prises par les gouvernements pour régler les conflits, régler la question des réfugiés. Elles nourrissent un sentiment de peur et de chaos mondial.

Je pense aux Syriens qui vivent ce chaos, en meurent et en souffrent ; avec la Turquie d'Erdogan, qui a débuté une intervention militaire visant les forces démocratiques syriennes coalisées avec les Kurdes. C'est à une dangereuse compétition entre différentes puissances engagées dans le conflit à la quelle nous assistons.

Je pense aussi aux discours de cet été de François Hollande et récemment à celui qu'il a fait devant les ambassadeurs, où il répète à l'envi que notre pays fait la guerre à l'extérieur et à l'intérieur, qu'il nous faut nous préparer à la guerre. Disant cela, il veut formater notre peuple à vivre dans la peur il a accepté toutes les mesures attentatoires aux libertés, à la démocratie pour mieux poursuivre ses projets.

Ce sont des atteintes à la démocratie, à la souveraineté des peuples qui ont marqué cet été. Je pense à la Turquie où le putsch raté a donné lieu à des purges, des arrestations multiples, des atteintes aux droits humains et aux libertés afin qu'Erdogan assoie encore plus ses pouvoirs tel un sultan. Notre soutien et notre solidarité avec les démocrates et les progressistes turcs, kurdes particulièrement visés, doit être sans faille.

Je pense bien sûr au coup d'état institutionnel au Brésil que nous avons condamné où une majorité de sénateurs a imposé la destitution de Dilma Rousseff, sans aucune preuve des fautes qui lui soit reprochées.

Et, dernièrement, c'est à nouveau au Gabon, une explosion de violence suite à des élections truquées par le clan du dictateur Bongo qui veut poursuivre ses funestes projets.

En France

Dans notre pays, déjà en proie à une profonde crise sociale, politique et démocratique, des meurtres de masse, des assassinats et des attaques-suicides menées au nom du “djihad” ont plongé nos concitoyens dans l’effroi, l’incrédulité, le chagrin et la peur.

Les cibles visées ne le sont pas au hasard : les dessinateurs de Charlie Hebdo, l’hypercasher de Vincennes, la jeunesse des terrasses, des concerts et des stades, la fête populaire du 14 juillet, le père Hamel dans son église, un couple de policiers. C’est la République qui est visée.

Pour combattre ce terrorisme assassin, qui nous tend le piège de la “guerre des civilisations” pour nous y précipiter, il nous faut désormais résister à l’injonction qui voudrait nous interdire de penser et de comprendre les causes et les racines de ces drames.

Nous refusons cette démission justement parce que le défi à relever est immense. Le terrorisme de Daesh et les formes mutantes qu’il endosse en recrutant dans les plaies de notre propre société en crise, nous obligent à penser des réponses nouvelles. Face aux dangers nouveaux qui menacent, il serait fou de défaire les solidarités qui unissent le peuple de France. Ceux qui jouent à cela et qui ont décidé de faire de la logique de peur un instrument de gouvernement font preuve soit d’irresponsabilité, soit de cynisme.

C’est une bataille quotidienne, celle de la pensée contre la peur que nous allons devoir mener avec constance.

La manière dont certains maires poussés par Nicolas Sarkozy et soutenus par Manuel Valls ont instrumentalisé le burkini est révélatrice. Car il est clair que ce qui est visé par eux est en réalité une nouvelle offensive de stigmatisation des musulmans de France et rien d’autre. Et nous avons eu honte pour la France en voyant la scène des interpellations sur les plages cannoises, qui ne visaient déjà plus le burkini, scène qui était de ce point de vue dramatiquement révélatrice. Le

Conseil d'État vient de remettre les pendules à l'heure en stoppant l'engrenage visé. Et c'est tant mieux.

En 2017, le pays aura à faire, sur cette question et sur bien d'autres, des choix de société majeurs pour son avenir. Nous le sentons bien : dans l'affrontement politique en cours, ce qui se joue, c'est la France. Rien ne serait plus dramatique que de laisser la droite, l'extrême droite et le gouvernement actuel nous dicter les termes du débat national.

Ce climat peut libérer les discours et les actes racistes : je pense à l'incendie qui a ravagé le centre d'accueil pour réfugiés dans l'Essonne, aux manifestations pour expulser les réfugiés à Calais...

Mais nous ne sommes pas seuls à porter des pistes pour comprendre, à vouloir un débat pluraliste et proposer des réponses qui portent sur l'ensemble des causes qui conduisent à de tels actes de terreur : politique internationale, politiques publiques, nos expressions de cet été apportent des éléments de réponse.

Nous ne sommes pas non plus seuls à porter un discours d'accueil et de solidarité avec les réfugiés : l'annonce de foyers d'accueil à Paris et à Ivry, la déclaration de la CGT à Calais, le refus de la violence et des divisions et du racisme.

L'Université d'été, de ce point de vue, a été un moment pour mieux comprendre, avec les conférences sur l'engagement des jeunes dans le djihad et pour porter des réponses de lutte contre le terrorisme.

Aussi, le CEN a décidé de lancer un travail, associant les responsables du projet sur ce sujet-là dans les semaines à venir. C'est aussi une demande des communistes afin porter un projet et des propositions dans les campagnes électorale de 2017 face aux projets régressifs et dangereux de la droite et de l'extrême droite et aux réponses de division et de dérives sécuritaires de Hollande et de son gouvernement.

La fête de l'Humanité va être justement à contre courant de ces discours, elle sera un moment de solidarité internationale, d'accueil et de débats avec des progressistes et des démocrates venus de nombreux pays en lutte pour la paix et la démocratie. Loin du climat détestable, elle sera justement un moment de respiration, de fraternité pour tous et toutes.

Elle nous permettra, avec d'autres de parler de paix et de préparer de manière offensive les marches pour la Paix qui vont se tenir dans 15 grandes villes de France. Dès maintenant, nous devons nous y atteler, et s'assurer que le matériel disponible à la fête pour les fédérations soit reparti et diffusé.

Un débat politico-médiatique qui est organisé pour placer la question sécuritaire et identitaire – Valls avait annoncé la couleur il y a quelques mois – au premier plan afin de détourner l'attention, de masquer les échecs des politiques libérales menées ces dernières années et mieux les poursuivre, alors toutes les enquêtes d'opinion le montrent : les questions sociales restent les principales préoccupations français.

En effet, même si le président Hollande et le gouvernement se veulent rassurants sur l'air "ça va mieux", les faits sont là.

L'Insee vient de produire sa note de conjoncture sur le 2^e trimestre : la croissance est retombée par rapport au 1^{er} trimestre. Les indicateurs sont dans le rouge : baisse des investissements, y compris celui des entreprises, et baisse de la consommation des ménages.

Alors que les entreprises du CAC40 voient leurs profits en hausse de 11 %, on apprend que la pauvreté ne diminue pas, au contraire, qu'une personne sur deux juge que sa vie quotidienne est menacée par la pauvreté, que le nombre de personnes privés de l'accès aux soins augmente (64 % des familles gagnant moins de 1200 euros par mois selon une enquête du Secours populaire).

C'est aussi la crise agricole qui n'en finit pas, on le voit avec la crise des producteurs de lait et où les réponses ne sont pas à la hauteur des enjeux alimentaires, sociaux et économiques.

C'est l'inefficacité du CICE que notre camarade sénatrice Marie-France Beaufile a révélée dernièrement dans un rapport parlementaire. Il est sans effet sur l'emploi et l'investissement alors que la baisse des dotations aux collectivités locales, aux services publics, à la santé les empêchent d'investir utilement pour les besoins des populations.

Je pense aussi aux annonces qui viennent de tomber dans ma région où les dirigeants d'Alstom ont décidé de transférer, plutôt de fermer la partie transports de Belfort, celle qui fabrique les TGV alors qu'au moment du rachat par General Electric. Les promesses de maintien avait été faites aux salariés, aux pouvoirs publics. Ce sont là 400 emplois qui sont menacés en direct et c'est l'affaiblissement d'un de nos fleurons industriels. J'irai rencontrer mes camarades de Belfort qui, dès hier, se sont exprimés.

La reprise de la mobilisation sociale est donc un enjeu prioritaire de la rentrée : des signes encourageants qu'il nous faut valoriser et qui sont des points d'appui.

Après l'adoption de la loi dite "travail" avec à nouveau l'utilisation anti démocratique du 49-3 et sa promulgation par le Conseil constitutionnel, les syndicats n'ont pas baissé la garde. Au contraire, l'objectif étant le retrait de cette loi, ils appellent à une journée de mobilisation le 15 septembre. Hier soir, le coup d'envoi a été donné avec un meeting commun national offensif, à Nantes.

Je voudrais signaler aussi la rencontre d'il y a deux jours des organisations de jeunesse pour envisager les suites à leurs mobilisation.

Nous avons, pendant ces trois jours, à appeler à la mobilisation pour réussir le 15 septembre et à engager le débat autour d'alternatives comme nous le ferons avec le débat de samedi matin pour dégager ce qui peut construire un pacte

d'engagements communs. Bien d'autres débats vont se tenir sur cette question. Nous avons aussi à créer les conditions de rassemblement de tous ceux qui sont opposés à cette loi comme, par exemple, la rencontre des parlementaires à l'invitation de Pierre Laurent.

La participation des sept premiers responsables syndicalistes au forum social de la Fête est indicatif de l'exigence de faire grandir le rassemblement pour faire bouger les lignes.

Ce qui se fait dans le mouvement social devrait inspirer les forces politiques de gauche pour faire du commun afin de construire une offre politique crédible incarnant les combats menés et portant les exigences du mouvement social. C'est aussi de cela dont nous allons parler pendant ces trois jours.

Et des luttes, ils s'en mène dans beaucoup d'endroits.

Sur les moyens qui manquent dans les services publics, par exemple dans l'Éducation nationale où des enseignants se mobilisent (aujourd'hui, la journée de mobilisation à l'appel du Snes), des parents d'élèves, des élu-e-s qui se battent un peu partout pour l'ouverture de classes, des étudiants.

Le 6 septembre, à l'appel de la CGT, ce fut la mobilisation des salariés de SFR suite aux annonces du groupe d'une suppression de 5000 emplois d'ici 2019, soit un tiers des effectifs et la fermeture d'une cinquantaine de points de vente de cette entreprise de téléphonie mobile aux mains de l'homme d'affaire Dhragi, plus préoccupé par sa stratégie de prédation sur les médias et la téléphonie que du développement de l'emploi et des conditions de travail des salariés.

Dans ces luttes, que je ne peux pas toutes citer ici, avec les acteurs de ces luttes, dans nos départements, localités nous pouvons prendre des initiatives pour lutter contre la finance qui malmène nos vies, pour une autre utilisation de l'argent et de son contrôle. Je prendrai deux exemples d'actualité.

Premièrement, s'appuyer sur le rapport sur le CICE, pour exiger auprès des préfets la mise en place d'observatoire du suivi, comme l'ont fait les élu-e-s du Val-de-Marne et comme l'a exprimé Stéphane Peu avant hier en Seine-Saint-Denis, au rassemblement des salariés de SFR, qui empoche du CICE.

Deuxièmement, c'est aussi s'appuyer sur les propositions que Eric et Alain Bocquet mettent en avant pour lutter contre l'évasion fiscale, dans leur livre qui vient de sortir et qui fera l'objet d'un des 5 débats nationaux à la Fête de l'humanité.

Dans cette période où tout est fait, y compris avec l'appui du gouvernement, pour faire taire le monde du travail et ceux et celles qui luttent, c'est l'accélération de la criminalisation, de la répression des militants syndicaux. Nous serons aux côtés des Air France le 27, des Goodyear et de notre camarade de la JC de la Loire pour leur apporter notre soutien et notre solidarité.

La solidarité, oui, nous avons su la faire vivre cet été avec des actes, avec les ventes solidaires de fruits et légumes qui se sont tenues dans plus de départements que les années précédentes, les ventes de fournitures scolaires.

Avec les journées à la mer où c'est plus de 10 000 personnes ont pu en bénéficier. Nous avons raison de valoriser ces initiatives et, comme nous l'avons décidé à notre congrès, nous avons à les développer dans plus de départements.

La fête de l'Humanité se tiendra dans un contexte politique où le débat sur les échéances de 2017 s'accélère.

Un paysage est en train de se mettre en place et tout est prêt pour imposer aux Français un choix, un débat, un casting, un scénario dont ils ne veulent pas et qui ne fait pas envie comme le montrent les divers sondages et études.

Du côté de la droite, avec la primaire qui va se tenir le 20 novembre, c'est à celui des candidats qui aura le programme le plus libéral, anti social, voire anti républicain pour certains, qu'ils sont allés vendre à l'Université du Medef la

semaine dernière où celui-ci fait monter les enchères, tout en menant une bataille idéologique sur la place de l'entrepreneuriat dans la République. Quelle mascarade affligeante de la politique ils ont donnés.

Du côté du FN et de Marine Le Pen, le 3 septembre à Brachey, ce fut un discours de pour rivaliser avec Sarkozy qui chasse sur ces terres anti républicaines et racistes, qui surfant sur le débat ambiant, tente de rassembler plus largement et restant sur ces thèses anti migrants, de racisme avec l'objectif de gagner la présidentielle.

À gauche

Du côté du PS, la poursuite de l'effondrement de Hollande dans tous les sondages et enquêtes et c'est un PS divisé ; la primaire en janvier servant à redonner un cadre commun aux socialistes pour passer 2017, et que chacun tente d'investir avec différentes motivations : recomposition, avenir du PS, avenir personnel . Hamon, Filoche, Lienemann, ont déjà annoncé leur candidature, Hollande attend pour le moment décembre pour se déclarer. Montebourg cherche la meilleure tactique pour battre Hollande et Macron qui vient de quitter le gouvernement mène, sans le dire ouvertement, une pré-campagne, soutenu par les milieux financiers et de droite.

Les frondeurs qui se réunissent ce week-end, bien que dispersés, annoncent qu'ils souhaitent présenter une candidature unique à la primaire du PS capable de battre Hollande.

Dans les autres formations de gauche, à EELV, c'est l'annonce de primaires pour permettre à leur mouvement d'exister, bien que s'exprime parmi leurs militants une envie de faire du commun face à la dispersion des candidatures.

Jean-Luc Mélenchon poursuit sa campagne, avec comme visée de construire un mouvement au-delà de 2017 et ne donne aucun signe de construction collective, à ce stade.

À Ensemble !, c'est plutôt le processus de candidature commune qui fait préférence mais face à l'éparpillement et aux obstacles à franchir, le soutien à Jean-Luc Mélenchon se manifeste de plus en plus, tout en rejetant l'effacement dans le mouvement la France insoumise.

À cela s'ajoute d'autres candidatures dans le camp de la gauche : NPA, LO, MRC, MP...

Cet éparpillement de toutes les forces de gauche qui s'opposent à la politique du gouvernement fait le jeu de Hollande, de la droite et de l'extrême droite et ne crée pas de perspective politique pour tous ceux et celles qui veulent tourner la page de Hollande, qui ne veulent ni du retour de la droite, ni du FN au pouvoir.

C'est pour cette raison que Pierre Laurent, dans son discours à l'université d'été et dans les médias ces jours-ci a lancé un appel au rassemblement pour construire du commun pour « ne pas brader la grande ambition collective de changer les choses, de changer la vie des gens et a interpellé les candidats déclarés ou les forces et mouvements qui les soutiennent à prendre leurs responsabilités dans ce moment crucial et préoccupant pour le pays et son avenir à se parler en urgence. Ce spectacle de division à gauche désespère, interroge les personnes, peut-être les plus politisées, qui perçoivent les dangers mais cela risque de monter dans l'électorat du camp du progrès avec cette accusation : qu'avez vous fait de nos luttes, de nos rassemblements de nos exigences populaires ? »

Nous ne sommes pas seuls à porter cette proposition, comme le montrent nos discussions avec la consultation citoyenne, dans les échanges avec des acteurs des mouvements sociaux, associatifs, les signataires de l'Appel des cent.

Et tout le monde sait bien quelles sont les règles du jeu, qu'il ne s'agit pas de soutenir untel ou untel pour régler l'équation de la présidentielle, du changement de politique, de construire une majorité de gauche dans le pays.

Alors pendant ces 3 jours, relayons cet appel dans les allées, dans les stands, les débats, les discours et interpellons les uns et les autres, les militants d'autres forces quels que soient les hommes et les femmes avec qui nous menons des batailles.

Pierre a insisté sur ce qui fait déjà du commun entre les propositions des uns et des autres et qui pourrait se traduire par la construction d'un pacte d'engagements communs comme nous le proposons, qui formerait un mandat populaire que porterait une candidature commune. Et il a tracé quelques pistes de propositions que le PCF met dans le pot commun de cette construction, sur le thème : quelle France voulons nous ?

Dans les débats que nous organisons sur les 5 axes qui pourraient constituer ce pacte d'engagements, comme dans tous les autres débats, efforçons-nous de montrer ce qui peut rassembler autour de chantiers prioritaires, de mesures concrètes à prendre d'urgence pour améliorer la vie de nos concitoyens, en rupture avec les politiques austéritaires et ouvrir un espoir pour le pays.

Car oui, comme le disait Olivier Dartigolles, il faut mettre l'espoir à nos agendas, montrer les convergences possibles qui y participent.

Quelle France voulons nous ? Quel changements pour améliorer votre vie quotidienne ? Qu'attendez-vous de la politique ?

Voilà les questions à mettre en débat avec les citoyens en leur donnant la parole avec la consultation citoyenne que nous menons et que nous avons décidé d'être la démarche des communistes, la marque de fabrique de notre parti à notre congrès. Faire de la politique autrement, rendre acteurs les gens, c'est n'est pas seulement une posture politique. Avec la crise de défiance que nous vivons, c'est indispensable pour notre démocratie.

Cette démarche est appréciée par les gens car elle n'est pas qu'une enquête d'opinion, elle va servir à quelque chose, elle va donner lieu à une restitution

nationale des résultats et participera à construire le pacte d'engagements communs pour la présidentielle et pour les candidatures de rassemblement pour les législatives.

Beaucoup d'initiatives ont été prises cet été pour populariser cette consultation citoyenne dans nos départements, avec des questionnaires remplis à l'occasion des journées à la mer, des ventes solidaires, sur les plages et tant d'autres points de rencontres sur les marchés, devant les CAF, en bas des immeubles, ainsi que moins visibles mais le plus facile pour tous les adhérents, ceux que nous faisons remplir à nos collègues, amis, famille ...

Une démarche appréciée par les communistes qui la déploient car elle est un vrai moment d'échange politique, de liens et aussi de possibilité de renforcement.

20 000 questionnaires sont saisis à ce jour, sans compter ceux qui sont remplis et sont dans les sections, les fédérations et qu'il nous faut saisir et annoncer le nombre. Derrière ce chiffre, ce sont des milliers de rencontres, d'échanges avec des personnes à qui nous nous sommes adressés, qu'elles remplissent ou non le questionnaire.

Alors cette fête, comme nous l'avons décidé, doit permettre à des milliers de personnes de rencontrer un militant pour donner son avis et participer à la consultation citoyenne. Ce doit être notre activité principale si je puis dire, pendant ces trois jours pour donner plus de force à notre démarche. . Le stand du CN est aménagé principalement pour l'animer, aussi, je me permets de renouveler mon appel à mettre à vos agendas un moment pour y participer, pour ceux et celles qui ne l'auraient pas encore fait et à l'impulser dans les stands de vos fédérations, sections.

Ces rencontres avec le questionnaires en main, nous allons les mener en posant la question de l'adhésion. Chaque année, nous en réalisons environs 1500 mais comme le soulignait Émilie Lecroq dernièrement, un potentiel plus important existe pour peu que nous soyons plus nombreux à inviter les gens à adhérer.

Dans ce moment politique où, d'une part, les choses peuvent encore bouger, sur la construction d'une offre politique commune à gauche où, je le disais, l'électorat de gauche, pour le moment déboussolé va nous interpeller de plus en plus où, de plus en plus, des camarades, sections et fédérations s'impliquent dans la consultation citoyenne, je vous propose de la poursuivre au moins jusqu'à mi-octobre pour lui donner plus d'ampleur.

À cette étape-là, nous aurons à organiser une restitution qui soit une initiative politique nationale : il s'agira bien sûr de donner les résultats mais surtout d'en faire un levier pour la suite de notre démarche, que ce soit pour la construction d'un pacte d'engagements pour les élections, présidentielle et les législatives.

Les élections législatives et sénatoriales seront elles aussi essentielles. Nous devons batailler contre la dévalorisation organisée de ces échéances qui est une des dimensions de la présidentialisation et de la dévitalisation démocratique du pays. Les constructions de rassemblements populaires que nous sommes capables d'initier dans nombre de circonscriptions peuvent jouer un rôle essentiel pour faire bouger les lignes présidentielles. De quel député de gauche avez-vous besoin ? Faisons de cette question une grande question publique. La proximité peut être un atout. Car l'enjeu peut dans ces circonstances devenir bien plus accessible à nombre de nos concitoyens désarçonnés par une vie politique nationale dans laquelle ils ne se retrouvent plus.

Pour aider les camarades, dont les candidats, une première formation s'est tenue début juillet, organisée par le secteur élections, deux autres auront lieu les 30 septembre, 1^{er} octobre et le 8 octobre.

Sur la votation citoyenne que nous avons proposée, pour valider un pacte d'engagements communs notamment, le débat doit s'ouvrir sur les contours de cette consultation et sur le calendrier. Débattons-en ici et les 24 et 25 septembre.

La conférence nationale sera aussi un moment d'échange, d'évaluation de notre démarche et de la situation politique, sur la campagne des législatives et de la désignation des candidat-e-s, de débat sur les scénarios envisageables et de prise de décisions concernant la candidature.

Et quel que soit le choix que nous ferons, nous ferons entendre la voix du Parti communiste pour le présent et pour l'avenir.

Vous le voyez bien, les semaines qui s'annoncent appellent de notre part, lucidité et responsabilité avec comme boussole d'associer tous les communistes afin d'instruire en toute clarté le débat et des décisions majoritaires.

J'en viens à notre organisation de travail.

Lors du Conseil national du 17 juin, Pierre Laurent a rappelé plusieurs points. Notre congrès, ses décisions importantes demandent une mise en œuvre qui exige beaucoup de travail et de travail collectif.

Il y a de fortes exigences d'animation de direction, qui s'expriment dans le parti. En effet, nous avons pu mesurer les demandes de clarification sur qui fait quoi, le rôles des instances, des collectifs de travail, les lieux de validation, de plus de liens entre direction nationale et fédérations, de prioriser nos initiatives et nos batailles, ou campagnes, de les animer.

Nous avons pris des engagements au congrès, celui d'être dirigeant-e national-e afin de mettre en œuvre les décisions des communistes : sur le projet, la stratégie et les transformations du Parti. En résumé, nous devons être les garants de la souveraineté des communistes.

Nous avons déjà une feuille de route bien fournie. Pour tout de suite, avec les échéances de 2017. Pour mettre en œuvre le relevé de décisions concernant le développement et les transformations du Parti. Pour travailler à la poursuite et le développement de la campagne nationale contre le chômage, la convention sur la culture et les savoirs, aux états généraux sur les questions énergétiques, à la

journée de travail sur les enjeux de la lutte contre le racisme, à l'animation du débat national sur la politique de la France en Europe.

Concernant les réunions du CN, je vous propose que :

- ! le CEN établisse rapidement un calendrier annuel de nos réunions, y compris programme de séances thématiques ;
- ! d'envoyer en amont, au-delà d'un ordre du jour, une série de points à débattre, sujets à une décision que le CEN préparerait ;
- ! d'avoir systématiquement un relevé de décisions de chaque CN à donner dans le Parti ;
- ! de fournir plus régulièrement des notes, de natures diverses, (actualités, études, secteurs, évaluation de campagnes...) permettant d'alléger le rapport ;
- ! les positionnements du Parti sur telles ou telles questions à trancher soient instruits soit par le comité de pilotage du projet et les secteurs concernés et validé par le CEN ou le CN suivant la nature du sujet.

Vous le savez certainement, nous avons à travailler avec des moyens plus restreints, en collaborateurs notamment. Aussi, nous avons à faire effort pour mieux mutualiser nos moyens, à nous entraider pour mieux nous impliquer les uns et les autres, et aussi à solliciter des camarades, des militants pouvant apporter leur part au travail national, je pense notamment aux camarades qui ne sont plus membres du CN, à ceux qui ont fait acte de candidature, et qui nous ont dit leur disponibilité.

Bien sûr, l'apport de chacun et chacune d'entre vous, dans un collectif de travail, dans un secteur thématique, dans la mise en œuvre de nos décisions, dans l'animation de nos batailles, le lien avec les communistes dans les sections et les

fédérations (je pense par exemple aux comptes-rendus de nos travaux) sera aussi la garantie d'un travail de direction plus efficace sur l'ensemble du territoire.

Certains d'entre vous ont précisé pendant le congrès là où il, elle pouvait s'impliquer, les responsables de secteur et de collectif prendront contact avec vous, ou vous pouvez aussi les contacter. Je suis bien évidemment à votre disposition pour en discuter.

L'organigramme qui vous est présenté ce matin n'est pas gravé dans le marbre, il va évoluer parce qu'il est à compléter et il peut être enrichi. C'est donc une première architecture que je vous propose de valider.

Il est composé de plusieurs ensembles qui doivent travailler en cohérence à la mise en œuvre de nos décisions de congrès.

Chaque ensemble doit organiser son travail, de manière collective, en lien avec la coordination du CEN, la présidence du CN, établir un calendrier, des priorités, une méthode. Je pense par exemple au comité de pilotage du projet qui doit inscrire les conventions, les séances nationales et les préparer. Je pense aussi, au secteur développement du Parti qui doit préciser les liens avec les fédérations, évaluer notre feuille de route, notre relevé de décisions...

Voilà, je sais qu'un organigramme ne fait pas tout mais être le mieux organiser possible et avoir des méthodes partagées sont un atout pour l'efficacité de notre parti. Et dans la période à venir, pour relever les défis importants qui nous attendent et pour être un Parti qui compte et sur qui l'on peut compter, il y a besoin d'une direction nationale impliquée collectivement dans le travail et qui forme un collectif fraternel.

Alors, au travail, et surtout très, très bonne fête de l'Humanité et rendez-vous à 18h30 pour son inauguration, à l'Agora.